



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 23/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CERNAY ENVIRONNEMENT

71 Faubourg de Belfort
BP 30195
68700 Cernay

Références : 0006705039_2025_10_16_CERNAY_ENV_VIIC_TTR
Code AIOT : 0006705039

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2025 dans l'établissement CERNAY ENVIRONNEMENT implanté Zone industrielle Europe 35 rue de l'Europe 68700 Cernay. L'inspection a été annoncée le 22/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale "Risque incendie sur les sites de tri/transit de déchets".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CERNAY ENVIRONNEMENT
- Zone industrielle Europe 35 rue de l'Europe 68700 Cernay
- Code AIOT : 0006705039
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Cernay Environnement pratique des activités de regroupement et tri de déchets dangereux et non dangereux.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Trafic D3E
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
2	Tri à la source des déchets d'équipements électriques et électroniques	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 11	Sans objet
3	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points de contrôle qui ont été inspectés lors de la visite ne présentent pas de non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Autre, Traçabilité
Prescription contrôlée : État des matières stockées [...] L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...] Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant a mentionné qu'il réalise l'état des stocks tous les vendredis par zone géographique sur site (par îlots) pour les déchets non dangereux. Le service d'inspection a consulté le tableau de l'état des stocks du mois d'août 2025 à la date de la visite.

Pour les déchets dangereux, l'exploitant réalise un suivi journalier avec les informations par zone de stockage. Le service d'inspection a consulté l'état des stocks journalier effectué sur le mois en cours.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Tri à la source des déchets d'équipements électriques et électroniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 11

Thème(s) : Autre, tri des DEEE contenant des batteries

Prescription contrôlée :

[...] Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions [...].

Constats :

Les batteries au lithium ne sont pas acceptées sur le site en tant que telles, mais il peut y en avoir dans certains déchets comme les trottinettes électriques. Quand les opérateurs les repèrent, ils les mettent à part et elles sont stockées dans un îlot dédié qui a été vu lors de la visite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les

<p>canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ; - le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.
<p>Constats :</p> <p>Le plan de défense incendie n°PMI02 (version 3 en date du 11 juin 2024) a été vu par le service d'inspection lors de la visite. Il comprend l'ensemble des parties obligatoires réglementaires susmentionnées.</p> <p>Les pompiers disposent d'une version numérique ainsi que d'une version papier qui est disponible à l'entrée du site dans une boîte à lettre dont ils disposent de la clef.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé [...] permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures [...]. <p>[...]</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau [...] ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures [...], bien visibles [...] <p>[...]</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie présents sur site sont des RIA (robinets d'incendie armés) et</p>

des extincteurs. Le site dispose également de trois poteaux incendie sur site et de trois autres poteaux incendies appartenant à la commune en périphérie du site. Des GRV (grands récipients vrac) de 1 000 L remplis d'eau sont répartis sur le site pour être utilisés pour éteindre un départ d'incendie.

Ils sont tous contrôlés une fois par an. Les derniers rapports ont été vus lors de la visite d'inspection :

- le dernier contrôle des RIA a été fait le 23 avril 2025 et n'indique pas de non-conformité;
- le dernier contrôle des extincteurs a été fait le 25 mars 2025 et n'indique pas de non-conformité;
- le dernier contrôle des poteaux incendie présents sur le site date du 27 juin 2025 et le débit disponible est conforme avec la réglementation.

Lors de la visite terrain, un contrôle par sondage des moyens de lutte contre l'incendie a été réalisé. Il a été constaté que les extincteurs n°7 et 8, présentent bien la vignette réglementaire avec la date des contrôles qui est cohérente avec la date du dernier contrôle. Un pictogramme indiquant leur localisation est présent.

Les RIA n°1 et 5, ont été vus et présentent bien la vignette réglementaire avec la date des contrôles qui est cohérente avec la date du dernier contrôle. Un pictogramme indiquant leur localisation est présent.

Type de suites proposées : Sans suite